



UNION INTERFÉDÉRALE  
DES AGENTS DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 11 octobre 2024

# PLF 2025 : Les fonctionnaires passent à la caisse du « quoi qu'il en coûte » !

Le Premier ministre a présenté le 10 octobre le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2025 porté par le Gouvernement. Ce PLF va être débattu au Parlement.

Après les différentes sorties médiatiques de ces derniers jours présentant la France comme au bord du gouffre financier, les fonctionnaires sont de nouveau montrés du doigt et rendus responsables partiellement de la dette.

Nous voici revenus aux vieilles recettes des gouvernements précédents, à savoir :

- la suppression de milliers de postes dans la Fonction publique de l'État auquel s'ajouteront des milliers de non-renouvellements de CDD que le Gouvernement occulte volontairement, et ce sans compter les 100 000 suppressions de postes demandées aux collectivités territoriales ;
- des fusions d'opérateurs publics qui vont entraîner mécaniquement des suppressions de postes et compliquer le service rendu à l'utilisateur ;
- aucune annonce sur le pouvoir d'achat, la revalorisation du point d'indice et la véritable amélioration de la grille indiciaire.

En résumé, des pertes de pouvoir d'achat qui se poursuivent et des conditions de travail qui vont se dégrader. L'ensemble témoigne de l'hypocrisie de celles et ceux qui nous gouvernent quand ils applaudissent les agents publics lors des attentats, crises COVID et climatique ou encore les JO et JOP de cet été et, dans la même période, leur appliquent une politique d'austérité.

Comment peut-on oser parler ensuite d'attractivité de l'emploi public ou encore de fidélisation des agents dans un tel contexte ?

Pour FO Fonction publique, l'urgence est à la mobilisation. Nous invitons tous nos syndicats à réunir au plus vite les agents et mettre en débat tous les moyens à utiliser, y compris la grève, pour contrer ce projet de loi de finances.